RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2019

LISTE DES COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES OU DÉLIBÉRATIVES PLACÉES DIRECTEMENT AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE OU DES MINISTRES



L’article 112 de la loi de finances pour 1996 (n° 95-1346 du 30 décembre 1995) fait obligation au Gouvernement de présenter chaque année au Parlement, en annexe du projet de loi de finances, la liste des commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres ou de la Banque de France prévues par les textes législatifs et réglementaires.

Ainsi que le prévoit la rédaction en vigueur de ces dispositions, modifiées en dernier lieu par l’article 10 de la loi n° 2009-973 du 10 août 2009 de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008, apparaissent dans la présente annexe le nombre de membres de ces organismes, ainsi que leur coût de fonctionnement et le nombre de leurs réunions tenues lors des trois années précédentes. La liste est complétée par une justification de l'évolution des coûts de fonctionnement. Les commissions et instances supprimées dans l’année se trouvent recensées en fin de document.

Dans le document :

- un « 0 » désigne une absence de tenue de réunion et/ou un coût de fonctionnement nul.
- un « - » désigne les cas dans lesquels il n’est pas nécessaire de produire un/des élément(s) de chiffrage.
- une case vide désigne les cas dans lesquels aucun chiffrage n’est disponible.

Le nombre des commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres ou de la Banque de France s’élève à 387 au 20 septembre 2018.

TABLE DES MATIÈRES

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
1. Premier ministre									
Comité d'orientation et d'évaluation de l'académie nationale du renseignement	Décret n° 2010-800 du 13 juillet 2010 portant création de l'académie du renseignement	9	0	0	0	2	0	1	
Comité de suivi des retraites	Articles L .114-4 et R. 114-1 à R. 114-6 du code de la sécurité sociale	5	36,75	41,27	41,76	5	7	6	
Comité de surveillance des investissements d'avenir	Loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificatives pour 2010 Décret n° 2010-80 du 22 janvier 2010 relatif au commissaire général à l'investissement	18	0	0	0	3	3	2	
Comité directeur de la certification en sécurité des technologies de l'information	Décret n° 2002-535 du 18 avril 2002 relatif à l'évaluation et à la certification de la sécurité offerte par les produits et les systèmes des technologies de l'information	11	0,86	0,92	0,88	1	1	1	
Commission chargée de donner un avis sur certaines opérations relatives aux matériels aéronautiques et aux matériels d'armement complexes	Décret n° 64-1123 du 12 novembre 1964 fixant les conditions d'application de l'article 5 de la loi de finances rectificative pour 1963	8	29,22	39,42	41,35	2	6	4	
Commission consultative chargée d'émettre un avis sur les matériels susceptibles de porter atteinte à l'intimité de la vie privée et au secret des correspondances	Article R. 226-2 du code pénal	11	15,70	16,92	19,60	6	6	6	
Commission de déontologie de la fonction publique	Article 25 octies de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires Décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l'exercice d'activités privées par des agents publics et certains agents contractuels de droit privé ayant cessé leurs fonctions, aux cumuls d'activités et à la commission de déontologie de la fonction publique	14	391,51	391,86	448,93	15	10	11	
Commission interministérielle de coordination des contrôles	Article 60 de la loi n° 2002-1576 du 30 décembre 2002 de finances rectificative pour 2002 Décret n° 2008-548 modifié du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens	18	71	123	140	9	12	12	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
1. Premier ministre									
	Arrêté du 7 janvier 2009 relatif au fonctionnement, aux moyens et à l'organisation interne de la commission interministérielle de coordination des contrôles								
Commission interministérielle de défense et de sécurité des secteurs d'activités d'importance vitale	Articles R. 1332-10 à R. 1332-12 du code de la défense	13	7,30	7,83	2,77	2	2	2	
Commission interministérielle de la sûreté aérienne	Articles D.* 1443-1 et D.1443-4 du code de la défense	12	16,77	18,91	18,91	2	3	2	
Commission interministérielle des données d'origine spatiale	Décret n° 2009-640 du 9 juin 2009 portant application des dispositions prévues au titre VII de la loi n° 2008-518 du 3 juin 2008 relative aux opérations spatiales Décret n°2013-654 du 19 juillet 2013 relatif à la surveillance de l'activité des exploitants primaires de données d'origine spatiale	5	18,20	19,16	19,16	0	0	0	
Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre	Décret n° 55-965 du 16 juillet 1955 portant réorganisation de la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre Article D. 1132-53 du code de la défense	12	717,29	719,01	721,51	11	11	11	
Commission nationale consultative des gens du voyage	Article 10-1 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage Décret n° 2015-563 du 20 mai 2015 relatif à la commission nationale consultative des gens du voyage	33	0,52	2,54	6,08	1	32	24	
Commission nationale d'orientation et d'intégration	Articles R.* 4139-14 et suivants du code de la défense	7	0	0	0	12	12	12	
Commission nationale des professions foraines et circassiennes	Décret n° 2017-1501 du 27 octobre 2017 relatif à la commission nationale des professions foraines et circassiennes	24	-	-	-	-	-	-	
Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation	Décret n° 99-778 du 10 septembre 1999 instituant une commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'occupation	10	512,03	214,10	209,90	16	15	25	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
1. Premier ministre									
Commission supérieure de codification	Article L. 315-1 du code des relations entre le public et l'administration Décret n° 89-647 du 12 septembre 1989 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission supérieure de codification	27	126,34	76,11	64,44	10	4	9	
Conférence des achats de l'Etat	Décret n° 2016-247 du 3 mars 2016 créant la direction des achats de l'Etat et relatif à la gouvernance des achats de l'Etat	18	-	0	0	-	2	2	
Conférence nationale de l'administration territoriale de l'Etat	Décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration	35	0	0	0	1	3	2	
Conseil d'analyse économique	Décret n° 97-766 du 22 juillet 1997 portant création du conseil d'analyse économique	15	916,46	842,69	784,73	20	18	18	
Conseil d'orientation des politiques de jeunesse	Décret n° 2016-1377 du 12 octobre 2016 portant création du conseil d'orientation des politiques de jeunesse	80	-	0	40,4	-	0	2	
Conseil d'orientation des retraites	Articles L. 114-2 et D. 114-4-0-1 à D. 114-4-0-4 du code de la sécurité sociale	39	1 182,50	1 079,51	1 245,28	19	20	20	
Conseil d'orientation pour l'emploi	Article 34 de la loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination Décret n° 2005-326 du 7 avril 2005 portant création du conseil d'orientation pour l'emploi	53	582,10	638,77	597,09	21	30	25	
Conseil du système d'information et de communication de l'État	Décret n° 2014-879 du 1er août 2014 relatif au système d'information et de communication de l'Etat	16	0	0	0	2	2	2	
Conseil national de l'aménagement et de développement du territoire	Loi n° 95-115 d'orientation sur l'aménagement du territoire du 4 février 1995 Décret n° 2000-907 du 19 septembre 2000 relatif au conseil national de l'aménagement et du développement du territoire	70	0	0	0	0	0	0	
Conseil national de la montagne	Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne Décret n° 2017-754 du 3 mai 2017 relatif à la composition et au fonctionnement du conseil national de la montagne	81	16,07	51	51	1	3	1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
1. Premier ministre									
Conseil national de la protection de l'enfance (ex Conseil supérieur de l'adoption)	Articles L. 1 12-3 et D. 148-1 à D. 148-3 du code de l'action sociale et des familles	82	-	0	70	-	0	2	
Conseil national des villes	Décret n°2015-77 du 27 janvier 2015 relatif aux instances en charge de la politique de la ville	64	50,03	33,10	21,20	3	10	11	
Conseil scientifique sur les processus de radicalisation	Article L. 123-2 du code de la sécurité intérieure Décret n° 2017-693 du 3 mai 2017 créant un conseil scientifique sur les processus de radicalisation	31	-	-	24,62	-	-	0	*Les coûts de fonctionnements sont liés à l'installation prochaine du conseil dont le décret est en voie de signature. Ils se répartissent principalement en frais de personnel et de déplacements.*
Haut Conseil à la vie associative	Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire Décret n° 2011-773 du 28 juin 2011 relatif au Haut Conseil à la vie associative Décret n° 2015-1034 du 19 août 2015 modifiant le décret n° 2011-773 du 28 juin 2011 relatif au Haut Conseil à la vie associative	47	10,08	5,24	10,70	36	35	38	
Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge	Articles L. 142-1 et D. 141-1 à D. 141-7 du code de l'action sociale et des familles	230	-	0	558,08	-	1	28	
Haut conseil du financement de la protection sociale	Articles L. 114-1 A.-I. et D. 114-0-1 à D. 114-0-4 du code de la sécurité sociale	49	440,16	444,66	538,99	16	13	13	
Observatoire de la laïcité	Article 35 de la loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination Décret n° 2007-425 du 25 mars 2007 créant un observatoire de la laïcité Décret n° 2017-1466 du 12 octobre 2017 relatif à l'observatoire de la laïcité	22	74	54,57	58,94	70	89	94	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
2. Intérieur									
Comité des finances locales	Articles L. 1211-1 et suivants et R. 1211-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	43	602,95	632,36	658,06	7	7	8	
Commission chargée de vérifier l'aptitude des personnes nommées dans le corps des sous-préfets	Décret n° 64-260 du 14 mars 1964 portant statut des sous-préfets	6	0,10	0,10	0,35	2	2	2	
Commission compétente pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux militaires de la gendarmerie et aux fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale	Articles 16, 16-2, 16-3 et R. 3 à R. 10 du code de procédure pénale	12	-	17,90	57,77	-	1	6	
Commission consultative des jeux de cercle et de casinos	Articles R. 321-7 à R. 321-12 du code de la sécurité intérieure	11	2,98	3,50	3,10	7	6	5	
Commission consultative des polices municipales	Articles L. 514-1 et R. 514-1 à R. 514-11 du code de la sécurité intérieure	24	3,87	3,58	0	1	2	0	
Commission consultative sur l'évaluation des charges	Articles L. 1211-4-1 et R. 1212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	22	4,70	2,91	0,90	3	0	4	
Commission de labellisation (label diversité)	Décret n° 2008-1344 du 17 décembre 2008 relatif à la création d'un label en matière de promotion de la diversité et de prévention des discriminations dans le cadre de la gestion des ressources humaines et à la mise en place d'une commission de labellisation Décret n° 2014-335 du 14 mars 2014 relatif à la commission de labellisation du label diversité	20	0	0	0	5	6	0	
Commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France	Articles D. 211-5 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile Arrêté du 4 décembre 2009 relatif aux modalités de fonctionnement de la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France	5	28,61	29,28	29,63	61	63	62	
Commission de révision du nom des communes	Arrêté du 15 août 1948 instituant auprès du ministère de l'intérieur une commission de révision du nom des communes	8	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
2. Intérieur									
Commission interministérielle pour le logement des populations immigrées	Arrêté du 10 juillet 2015 relatif à la commission interministérielle pour le logement des populations immigrées	6	0	0	0	3	2	0	
Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives	Articles L. 332-18 et R. 332-10 et suivants du code du sport	8	0	0	0	0	0	0	
Commission nationale d'examen des circuits de vitesse	Articles R. 331-35 à R. 331-44 du code du sport	8	0,90	1	1	8	8	7	
Commission nationale de la vidéoprotection	Articles L. 251-5, L. 251-6 et R. 251-1 à R. 251-6 du code de la sécurité intérieure	20	0	0	0	1	0	0	*Le décret n° 2018-785 du 12 septembre 2018 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif supprime cette instance au 1er juillet 2022*
Commission nationale de protection et de réinsertion	Article 706-63-1 du code de procédure pénale Décret n°2014-346 du 17 mars 2014 relatif à la protection des personnes mentionnées à l'article 706-63-1 du code de procédure pénale bénéficiant d'exemptions ou de réductions de peines	7	0	0,43	1,83	2	2	4	
Commission nationale des experts en automobile	Articles L. 326-5, R. 326-14 et D. 326-15 du code de la route	13	0	0	0	0	0	1	
Commission pour la désignation des agents des services fiscaux des catégories A et B habilités à effectuer des enquêtes judiciaires	Articles 28-2 et R. 15-33-29-5 et suivants du code de procédure pénale	9	0	1,10	0	0	2	0	
Commission technique consultative sur les demandes d'agrément des dispositifs de nouvelles technologies et de transports de fonds	Articles R. 613-47 et R. 613-57 du code de la sécurité intérieure	6	0	0	0	3	3	5	
Conférence nationale des services d'incendie et de secours	Loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile Décret n° 2004-1156 du 29 octobre 2004 relatif à la composition et au fonctionnement de la conférence nationale des services d'incendie et de secours	35	3,52	5,73	3,34	3	5	3	
Conseil national d'évaluation des normes	Articles L. 1212-1 à L. 1212-4 et R. 1213-1 à R. 1213-30 du code général des collectivités territoriales	36	17,79	18,08	14,84	21	19	17	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
2. Intérieur									
Conseil national de la formation des élus locaux	Articles L. 1221-1 et R. 1221-1 à R. 1221-11 du code général des collectivités territoriales	24	12,69	9	5,59	6	6	6	
Conseil national de la sécurité routière	Article L. 130-10 du code de la route Décret n° 2001-784 du 28 août 2001 portant création du conseil national de la sécurité routière et modifiant le décret n° 75-360 du 15 mai 1975 relatif au comité interministériel de la sécurité routière	66	6	0	1,65	1	0	2	
Conseil national des opérations funéraires	Articles L. 1241-1 et D. 1241-1 à D. 1241-8 du code général des collectivités territoriales	31	0	2,70	2,41	0	1	2	
Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires	Articles L. 723-21 et D. 723-64 à D. 723-72 du code de la sécurité intérieure	19	1	0	0	3	3	2	
Conseil supérieur de l'éducation routière	Articles D. 214-1 et suivants du code de la route	29	0	0	0,76	0	1	6	*L'évolution des coûts de fonctionnement s'explique par un nombre de réunions plus important, consacrées notamment à l'élaboration du label « qualité des formations au sein des écoles de conduite »*
Conseil supérieur de la fonction publique territoriale	Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale modifiée par loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 Décret n° 84-346 du 10 mai 1984 relatif au conseil supérieur de la fonction publique territoriale	40	72,72	103	83,60	70	66	61	
Groupe de travail sur l'amélioration du contrôle et de l'organisation des bases de données de police	Arrêté du 20 octobre 2009 portant création d'un groupe de travail sur l'amélioration du contrôle et de l'organisation des bases de données de police	30	0	0	0	0	0	0	
Observatoire des finances et de la gestion publique locales	Article L. 1211-4 du code général des collectivités territoriales	16	55,05	57,12	210,55	1	1	1	
Observatoire national du secourisme	Décret n° 97-48 du 20 janvier 1997 portant diverses mesures relatives au secourisme	17	0	0	0	2	2	0	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
3. Transition écologique et solidaire									
Comité d'experts de la transition énergétique	Article L. 145-1 du code de l'énergie Décret n° 2015-1222 du 2 octobre 2015 relatif au comité d'experts pour la transition énergétique	8	0	3	3	4	8	9	
Comité de coordination des aéroports français	Arrêté du 28 septembre 2004 créant le comité de coordination des aéroports français	220	0	0	0	1	1	1	
Comité de coordination industrielle pour les déchets radioactifs	Articles L.542-3 et R.542-73 du code de l'environnement	12	0	0	0	2	1	0	
Comité de l'environnement polaire	Articles D. 133-31 à D. 133-34 du code de l'environnement	11	1	1,70		1	2		
Comité de la prévention et de la précaution	Arrêté du 30 juillet 1996 portant création du comité de la prévention et de la précaution	20	15,50	16,60	22	7	5	4	
Comité des usagers du réseau routier national	Article L. 121-4 du code de la voirie routière Décret n° 2009-1102 du 8 septembre 2009 relatif à la création du comité des usagers du réseau routier national	21	1	1	0,50	5	4	2	
Comité national de l'eau	Articles L. 213-1 et D. 213-1 et suivants du code de l'environnement	160	38	19		3	4		
Comité spécialisé de la formation professionnelle maritime	Article R. 342-6 du code de l'éducation Arrêté du 16 décembre 1988 relatif au comité spécialisé de la formation professionnelle maritime	45	4,40	6,40	2,40	2	3	1	
Comité technique de l'utilisation des produits pétroliers	Articles D. 641-5 du code de l'énergie	52	0	0	0	1	1	1	
Comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques	Articles L. 213-21, L. 213-22, R. 213-77 et suivants du code de l'environnement	11	19,40	14,40	16,90	10	6	6	*L'augmentation des coûts de fonctionnement résulte de la hausse du nombre d'ouvrages soumis à l'avis du comité.*
Commission administrative de l'aviation civile	Articles R. 160-1 et suivants et R. 330-20 du code de l'aviation civile	12	0	1,27	0,28	0	4	3	
Commission centrale de sécurité	Décret n° 2016-1693 du 9 décembre 2016 portant modification du décret n° 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution	44	7	11	10,80	11	11	11	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
3. Transition écologique et solidaire									
Commission consultative pour la délivrance de l'attestation de capacité professionnelle à l'exercice de la profession de transporteur public de marchandises par bateau de navigation intérieure	Arrêté du 28 juillet 1992 fixant les modalités d'obtention de l'attestation de capacité à l'exercice de la profession de transporteur public de marchandises par bateau de navigation intérieure	6	0	0	0	1	1	0	
Commission consultative sur le statut de déchet	Article D.541-6-2 du code de l'environnement	17	0	0	0	0	2	0	
Commission d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère	Arrêté du 4 septembre 2000 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère	13	0	0	0	2	2	2	
Commission d'évaluation des innovations techniques dans le domaine de la détection et du traitement de l'amiante dans le bâtiment	Décret n° 2017-34 du 13 janvier 2017 portant création de la commission d'évaluation des innovations techniques dans le domaine de la détection et du traitement de l'amiante dans le bâtiment	22	-	-	121,89	-	-	5	
Commission de conciliation du télépéage	Décret n° 2012-645 du 3 mai 2012 organisant une commission de conciliation du télépéage	6	0	0	0	0	0	0	
Commission des comptes des transports de la nation	Décret n° 2009-531 du 12 mai 2009 relatif aux missions et aux modalités de fonctionnement de la commission des comptes des transports de la nation	62	1	1	1,50	2	2	2	
Commission des comptes et de l'économie de l'environnement	Articles D. 133-35 à D. 133-43 du code de l'environnement	41	0,25	0	0	2	0	0	
Commission des filières de responsabilité élargie des producteurs	Articles L. 541-10 et D. 541-6-1 du code de l'environnement	605	0	13	32	0	13	40	
Commission des phares et des autres aides à la navigation	Décret n° 2017-1653 du 30 novembre 2017 relatif à la signalisation maritime	6	-	-	0	-	-	3	
Commission des produits chimiques et biocides	Articles D. 523-4 et suivants du code de l'environnement	24	6,30	6,30	6,30	5	5	5	
Commission des téléphériques	Décret n° 2012-988 du 22 août 2012 relatif à la commission des téléphériques	26	0	0	0	2	2	2	
Commission ferroviaire d'aptitudes	Article L. 2221-8 du code des transports Décret n° 2010-708 du 29 juin 2010 relatif à la certification des conducteurs de trains	6	0	0	0	10	11	15	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
3. Transition écologique et solidaire									
Commission interministérielle des transports de matières dangereuses	Articles D.1252-1 à D. 1252-7 du code des transports	78	4,20	6	4,20	5	5	6	
Commission nationale consultative pour la faune sauvage captive	Article R. 413-2 du code de l'environnement	45	10	10		4	4		
Commission nationale d'évaluation de la sécurité des ouvrages routiers	Articles D. 118-2-1 à D. 118-2-3 du code de la voirie routière	23	0	42	0	0	4	0	
Commission nationale d'évaluation des recherches et études relatives à la gestion des matières et des déchets radioactifs	Article L. 542-3 du code de l'environnement	12	490,51	563,49	536,22	22	25	25	*La baisse des coûts de fonctionnement est essentiellement due à des dépenses de frais de déplacements, engagées en 2017 mais payées en 2018.*
Commission nationale d'indemnisation des dégâts de gibiers	Articles L. 426-5 et R. 426-3 et suivants du code de l'environnement	15	2,10	2,10		5	5		
Commission nationale de l'examen pour l'obtention du permis de chasser	Article R. 423-5 du code de l'environnement Arrêté du 7 octobre 2013 relatif aux modalités de l'examen préalable à la délivrance du permis de chasser	14	0,10	0,10	0	1	1	0	
Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement	Loi n° 2013-316 du 16 avril 2013 relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte Décret n° 2014-1629 du 26 décembre 2014 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement	22	-	0	16,90	-	0	6	*L'augmentation des coûts de fonctionnement résulte du nombre de dossiers d'ouvrages soumis à l'avis de la commission.*
Commission nationale de la négociation collective maritime	Décret n° 2015-918 du 27 juillet 2015 relatif aux conventions et accords collectifs des gens de mer et à la composition et au fonctionnement de la commission nationale de la négociation collective maritime	49	10,40	15	7,50	4	6	3	
Commission nationale des sanctions administratives	Articles L. 1452-1, L. 3452-3 et R. 3452-25 à R. 3452-42 du code des transports	16	1,06	0	0	2	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
3. Transition écologique et solidaire									
Commission nationale d'évaluation du financement des charges de démantèlement des installations nucléaires de base et de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs	Articles L. 594-11 à L. 594-13 du code de l'environnement	10	0	0	0	0	0	0	
Commission supérieure des sites, perspectives et paysages	Articles L. 341-17 et R. 341-28 et suivants du code de l'environnement	31	2,12	2,50	3	4	5	5	
Commission supérieure nationale du personnel des industries électriques et gazières	Articles L. 161-3 et R. 161-4 à R. 161-6 du code de l'énergie	38	0	0	0	1	2	1	
Conseil d'orientation et d'appui scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations	Arrêté du 22 décembre 2013 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil d'orientation et d'appui scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations	48	2	1,20	1,40	2	2	1	*L'augmentation des coûts de fonctionnement résulte de la hausse du nombre de participants à la réunion en 2017.*
Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs	Articles L. 565-3, D. 565-8 et D. 565-9 du code de l'environnement	38	12,96	15,80	11,40	6	7	6	
Conseil de discipline du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile	Articles R. 425-4, R.425-5 et R. 425-8 du code de l'aviation civile	35	0	0	0	2	2	2	
Conseil de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs	Articles R. 561-10 et suivants du code de l'environnement	10	0	0	0	1	1	2	
Conseil du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile	Articles R. 421-7 et R.421-8 du code de l'aviation civile	30	0	0	0	4	1	2	
Conseil économique du développement durable	Décret n° 2008-1250 du 1er décembre 2008 portant création du conseil économique pour le développement durable	27	2,40	2,30	2,20	18	15	12	
Conseil national de l'air	Articles L. 221-6-1 et D. 221-16 à D. 221-22 du code de l'environnement	48	0	0	0	1	1	1	
Conseil national de l'information géographique	Décret n° 2011-127 du 31 janvier 2011 relatif au conseil national de l'information géographique	35	8	8	8	50	48	39	
Conseil national de la chasse et de la faune sauvage	Articles L. 421-1 A et R. 421-1 et suivants du code de l'environnement	29	1,25	0,75		5	3		

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
3. Transition écologique et solidaire									
Conseil national de la mer et des littoraux	Loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral Décret n° 2011-637 du 9 juin 2011 relatif aux attributions, à la composition et au fonctionnement du conseil national de la mer et des littoraux	52	0	22,50	0	1	7	0	
Conseil national de la protection de la nature	Articles L.134-2 et R.134-20 et suivants du code de l'environnement	30	60	60		39	40		
Conseil national de la sûreté de l'aviation civile	Article D. 213-2 du code de l'aviation civile	35	0	0	0	2	2	2	
Conseil national de la transition écologique	Articles L.133-1 à L.133-4 et D.134-1 à D.134-7 du code de l'environnement	50	0	1	2	8	9	8	
Conseil national des déchets	Articles D. 541-1 et suivants du code de l'environnement	40	2	1	0	2	1	0	
Conseil national du bruit	Articles L. 571-1-1 et D. 571-98 à D. 571-104 du code de l'environnement	48	8	1,10	19	26	22	21	*L'augmentation des coûts de fonctionnement correspond à l'élaboration du rapport d'activité 2017, de plusieurs guides et du paiement de factures attachées à l'exercice précédent.*
Conseil supérieur de l'aviation civile	Articles L. 6441-1 du code des transports et D. 370-1 et suivants du code de l'aviation civile	28	0	1,73	0	3	1	0	
Conseil supérieur de l'énergie	Articles L. 142-41 et R. 142-21 à R. 142-31 du code de l'énergie	36	217	220	213	16	27	17	
Conseil supérieur de la marine marchande	Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports Décret n° 2002-647 du 29 avril 2002 relatif à la composition, aux attributions et à l'organisation du conseil supérieur de la marine marchande	40	4	3,20	11,50	10	8	23	*L'augmentation des coûts de fonctionnement de la commission est due à l'organisation de groupes de travail sur le financement, la transition écologique, la cyber-sécurité portuaire et la flotte stratégique.*
Conseil supérieur de la météorologie	Décret n° 91-1209 du 29 novembre 1991 portant réorganisation du conseil supérieur de la météorologie	471	11	11	11	23	23	20	
Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques	Articles L. 222-7, L. 511-2, L. 555-3, L. 555-6 et D. 510-1 à D. 510-6 du code de l'environnement	45	26	27,51	33,60	11	10	11	*L'augmentation des coûts de fonctionnement est liée à la hausse du nombre de participants aux réunions de l'instance.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
3. Transition écologique et solidaire									
Conseil supérieur des gens de mer	Article L. 5581-1 du code des transports Décret n° 2007-1227 du 21 août 2007 relatif à la prévention des risques professionnels maritimes et au bien-être des gens de mer en mer et dans les ports	60	15,50	12,60	13	3	3	3	
Grande commission nautique	Décret n° 86-606 du 14 mars 1986 relatif aux commissions nautiques	8	5	5	7,20	10	6	9	*L'augmentation des coûts de fonctionnement entre 2016 et 2017 est essentiellement due à la réalisation d'une réunion en Martinique.*
Groupe d'experts sur les oiseaux et leur chasse	Articles D. 421-51 à D. 421-53 du code de l'environnement Arrêté du 15 avril 2009 relatif à la composition et au fonctionnement du groupe d'experts sur les oiseaux et leur chasse	9	5	5	0	2	2	0	
Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire	Articles L. 125-34 à L. 125-40 du code de l'environnement Décret n° 2010-277 du 16 mars 2010 relatif au haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire	40	150	150	150	4	4	4	
Haut conseil des biotechnologies	Articles L. 531-3 et suivants et R. 531-7 à R. 531-28 du code de l'environnement Décret n° 2008-1273 du 5 décembre 2008 relatif au haut conseil des biotechnologies	72	597	416	487	66	75	44	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
4. Justice									
Comité de coordination du registre du commerce et des sociétés	Article R. 123-81 du code de commerce	8	0	0	0	8	10	6	
Comité interministériel de coordination de la santé pour les personnes placées sous main de justice ou confiées par l'autorité judiciaire au titre de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante	Articles D. 348-2 à D. 348-4 du code de procédure pénale	8	0	0	0	0	1	0	
Commission chargée d'agréer les personnes habilitées à effectuer des missions d'identification par empreintes génétiques dans le cadre de procédures judiciaires	Décret n° 97-109 du 6 février 1997 relatif aux conditions d'agrément des personnes habilitées à procéder à des identifications par empreintes génétiques dans le cadre d'une procédure judiciaire	11	0,90	0,61	1,06	6	5	6	
Commission de proposition aux offices vacants d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation	Décret n° 91-1125 du 28 octobre 1991 relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation	5	0	0	0	0	0	1	
Commission de suivi de la détention provisoire	Loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes Décret n° 2001-709 du 31 juillet 2001 relatif à la commission de suivi de la détention provisoire et modifiant le code de procédure pénale	7	0,52	0,13	0,26	7	5	7	
Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence	Loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse Décret n° 50-143 du 1er février 1950 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse	30	0,30	2,40	3,30	4	4	4	
Commission du droit local d'Alsace-Moselle	Décret n° 2014-52 du 23 janvier 2014 relatif à la commission du droit local d'Alsace-Moselle	43	60	60	0	17	3	0	
Commission nationale d'indemnisation des avoués près les cours d'appel	Loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel	5	0	0	0	0	1	0	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
4. Justice									
	Décret n° 2011-361 du 1er avril 2011 relatif aux modalités de l'indemnisation prévue par la loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel								
Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires	Articles L. 814-1 et R. 814-1 et suivants du code de commerce	9	0	0	0	11	9	9	
Conseil national de l'aide aux victimes	Décret n° 99-706 du 3 août 1999 relatif au conseil national de l'aide aux victimes	22	0	0	0	0	0	0	
Conseil national de l'aide juridique	Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique Décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique	26	0	0	0	4	2	4	
Conseil national des tribunaux de commerce	Articles L. 721-8 et R. 721-7 et suivants du code de commerce	20	10	7,70	5,90	8	10	13	
Conseil national du droit	Décret n° 2014-829 du 22 juillet 2014 relatif au conseil national du droit	57	0	0	0	5	2	3	
Observatoire de la récidive et de la désistance	Décret n° 2014-883 du 1er août 2014 relatif à l'observatoire de la récidive et de la désistance	18	0	3,22	5,72	0	5	5	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
5. Europe et affaires étrangères									
Commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger	Arrêté du 4 octobre 1995 portant création d'une commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger	31	10	8,77	6,02	1	1	1	
Commission du volontariat de solidarité internationale	Loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale Décret n° 2005-600 du 27 mai 2005 pris pour l'application de la loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale	12	0	0	0	2	1	1	
Commission interministérielle chargée d'émettre un avis sur les opérations immobilières de l'État à l'étranger	Articles D. 1221-3 à D. 1221-6 du code général de la propriété des personnes publiques	8	0	0	0	11	11	11	
Commission interministérielle d'octroi de la garantie de l'Etat aux emprunts réalisés par les écoles françaises de l'étranger	Décret n° 79-142 du 19 février 1979 relatif aux conditions d'octroi de la garantie de l'Etat aux emprunts réalisés par les écoles françaises de l'étranger	5	0	0	0	1	2	3	
Commission interministérielle des biens à double usage	Décret n° 2010-294 du 18 mars 2010 portant création d'une commission interministérielle des biens à double usage	12	0,92	0,92	0,92	11	11	11	
Commission nationale de la coopération décentralisée	Articles L. 1115-6 et R. 1115-8 et suivants du code général des collectivités territoriales Décret n°2017-939 du 10 mai 2017 relatif à la commission nationale de la coopération décentralisée	45	0	6	16,55	1	2	2	*L'augmentation du coût de fonctionnement est liée à l'organisation d'une réunion sous-traitée à Cités Unies France (CUF) en 2017 au pavillon d'Armenonville*
Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel	Articles R. 2343-1 et suivants du code de la défense	28	69	69	69	3	2	2	
Commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger	Décret n°92-437 du 19 mai 1992 portant création d'une commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger	11	0	0	0	1	1	1	
Conseil national du développement et de la solidarité internationale	Décret n°2013-1154 du 11 décembre 2013 créant un Conseil national du développement et de la solidarité internationale	55	0	38	34	3	3	3	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
6. Armées									
Comité consultatif de santé des armées	Articles D. 3341-1 et suivants du code de la défense	36	0	0	0	1	2	1	
Comité national pour l'érection et la conservation du mémorial de la déportation du Struthof	Décret du 13 octobre 1953 modifié relatif à l'édification d'un mémorial de la déportation au Struthof	7	0	0	0	0	0	0	
Commission armées jeunesse	Décret n° 55-814 du 22 juin 1955 relatif aux commissions ministérielles de la jeunesse Arrêté du 22 novembre 1955 modifié fixant la composition et le mode de fonctionnement de la commission de la jeunesse au ministère de la défense nationale et des forces armées	70	102	83	82,90	56	42	58	*En 2016, a été organisée la célébration des 60 ans de la commission. Toutefois, le coût de fonctionnement global est resté stable entre 2016 et 2017 malgré la hausse significative du nombre de réunions en 2017.*
Commission de déontologie des militaires	Articles L. 4122-5, R.* 4122-18 et R.* 4122-19 du code de la défense	11	35	37,20	37	12	12	11	
Commission interministérielle de contrôle (Salon international de l'aéronautique et de l'espace)	Arrêté du 30 juin 2003 relatif à la réglementation de la manifestation aérienne organisée dans le cadre du Salon international de l'aéronautique et de l'espace	4	0	0	0	4	0	4	*Le salon international de l'aéronautique se tient tous les deux ans. Le dernier a eu lieu en 2017.*
Conseil de l'exploitation nucléaire de défense	Arrêté du 13 mars 2002 modifié instituant un conseil de l'exploitation nucléaire de la défense	8	0	0	0	1	0	0	
Conseil général de l'armement	Articles D. 3331-1 et suivants du code de la défense	18	0	0	0	1	0	1	
Conseil permanent des retraités militaires	Article R. 4124-26 du code de la défense Arrêté du 29 août 2016 portant organisation et fonctionnement du conseil permanent des retraités militaires	13	-	5	3,50	-	3	2	
Conseil scientifique de l'observatoire de la santé des vétérans	Décret n° 2004-524 du 10 juin 2004 portant attributions et organisation de l'observatoire de la santé des vétérans	8	0,50	0,50	0,40	3	3	2	
Conseil supérieur de la fonction militaire	Articles L. 4124-1 et R. 4124-1 et suivants du code de la défense Décret n° 2016-997 du 20 juillet 2016 modifiant diverses dispositions du code de la défense relatives aux organismes consultatifs et de concertation des militaires Arrêté du 12 août 2016 fixant la composition du conseil supérieur de la fonction militaire et des conseils de la fonction militaire et les modalités de désignation de leurs membres	61	40	57	410	3	3	36	*La loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 et son décret d'application n°2016-997 du 20 juillet 2016 établissent une concertation rénovée. Le Conseil est désormais permanent et ses 61 membres se réunissent de manière beaucoup plus fréquente et en différentes formations (sessions plénières présidées par le ministre, session normales ou réunions en commissions). Les frais de déplacement des membres du*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
6. Armées									
									conseil, auparavant supportés par les forces armées, sont désormais à la charge du secrétariat général du CSFM. Ce qui explique l'augmentation des coûts de fonctionnement constatés en 2017.
Conseil supérieur de la réserve militaire	Articles L. 4261-1 et D. 4261-1 et suivants du code de la défense	79	22,50	21,40	13,90	3	3	2	
Haut comité d'évaluation de la condition militaire	Articles L. 4111-1 et D. 4111-1 et suivants du code de la défense	9	13	16,70	14,75	34	28	32	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
7. Cohésion des territoires									
Comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement opposable	Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale Décret n° 2007-295 du 5 mars 2007 instituant le comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement opposable	59	3,72	3,72	6,16	3	3	5	
Commission chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux	Articles L. 302-9-1-1 et R. 302-26 du code de la construction et de l'habitation	14	0	0	0	2	0	10	
Commission d'agrément des contrôleurs techniques de la construction	Articles R*. 111-29 et R*. 111-34 du code de la construction et de l'habitation	14	6,20	7,50	14,60	7	7	6	*Depuis 2017, un marché de sténographie a été passé pour la réalisation des comptes-rendus ; l'augmentation des coûts correspond à cette nouvelle prestation.*
Commission de reconnaissance de qualification pour l'exercice de la profession de géomètre-expert	Décret n° 96-478 du 31 mai 1996 portant règlement de la profession de géomètre expert et code des devoirs professionnels	13	0	0	0	1	0	0	
Commission des comptes du logement	Décret n° 2010-1302 du 29 octobre 2010 relatif aux missions et aux modalités de fonctionnement de la commission des comptes du logement	34	0	0	0	1	1	1	
Commission interministérielle des aides à la localisation des activités	Décret n° 2007-809 du 11 mai 2007 relatif à la prime d'aménagement du territoire pour l'industrie et les services Décret n° 2007-1029 du 15 juin 2007 relatif à la prime d'aménagement du territoire pour la recherche, le développement et l'innovation Arrêté du 3 mars 2010 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission interministérielle des aides à la localisation des activités, les modalités de constitution et de dépôt des dossiers de demande de prime d'aménagement du territoire, les modalités de notification des décisions, la liste des sections de la nomenclature d'activités ou de produits éligibles à la prime et la date limite de dépôt des demandes de la prime	9	105	267	0	7	7	0	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
7. Cohésion des territoires									
Commission nationale de concertation	Loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière Décret n° 88-274 du 18 mars 1988 portant application de l'article 41 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière et relatif à la commission nationale de concertation	21	0	0	0	7	7	2	
Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier	Articles L. 3211-7 et R. 3211-17-5 à 3211-17-9 du code général de la propriété des personnes publiques	22	0	0	0	3	1	1	*Le décret n° 2018-785 du 12 septembre 2018 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif supprime cette instance au 1er juillet 2022.*
Conférence de la ruralité	Loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux Décret n° 2005-1424 du 17 novembre 2005 relatif à la composition et au fonctionnement de la conférence de la ruralité	53	0	0	0	0	0	0	*Le décret n° 2018-785 du 12 septembre 2018 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif supprime cette instance au 1er juillet 2022.*
Conseil national de l'habitat	Articles L. 361-1 et R*. 361-1 à R*. 361-20 du code de la construction et de l'habitation	74	6	4	4	7	5	6	
Conseil national de la transaction et de la gestion immobilières	Loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce Décret n° 2017-1012 du 10 mai 2017 relatif au conseil national de la transaction et de la gestion immobilières	13	-	-	0	-	-	2	*L'instance a été récréée par le décret n° 2017-1012 du 10 mai 2017 relatif au conseil national de la transaction et de la gestion immobilières.*
Conseil scientifique du plan urbanisme construction architecture	Arrêté du 23 avril 1998 portant création du plan urbanisme construction architecture	10	0,30	0,30	0	1	1	0	
Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique	Articles L. 142-3 à L. 142-6 du code de la construction et de l'habitation	31	0,50	0,70	9,60	8	11	8	*Depuis 2017, un marché de sténographie a été passé pour la*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
7. Cohésion des territoires									
	Décret n° 2015-1554 du 27 novembre 2015 relatif au conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique								*réalisation des comptes-rendus ; l'augmentation des coûts correspond à cette nouvelle prestation.*
Conseil supérieur des habitations à loyer modéré	Articles L. 461-2 et R*. 461-1 à R. 461-3 du code de la construction et de l'habitation	11	0	0	0	4	6	7	
Haut comité pour le logement des personnes défavorisées	Article L. 302-9-1-1 du code de la construction et de l'habitation Décret n° 92-1339 du 22 décembre 1992 portant création d'un haut comité pour le logement des personnes défavorisées	18	53,53	51,29	52,45	16	10	16	
Observatoire des territoires	Décret n° 2011-887 du 26 juillet 2011 portant renouvellement de l'observatoire des territoires	30	-	-	-	-	-	-	*L'instance a été recréée par le décret n° 2017-1763 du 26 décembre 2017 portant renouvellement de l'observatoire des territoires.*
Observatoire national de la politique de la ville	Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine Décret n° 2015-77 du 27 janvier 2015 relatif aux instances en charge de la politique de la ville	47	317	235	310	0	4	2	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
8. Solidarités et santé									
Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie	Décret n° 2016-5 du 5 janvier 2016 portant création du centre national des soins palliatifs et de la fin de vie	15	-	0		-	1		
Comité consultatif national de l'enseignement des jeunes sourds	Arrêté du 20 août 1987 instituant un comité consultatif national de l'enseignement des jeunes sourds	16	2	2	2	4	5	8	
Comité de normalisation des données sociales déclaratives et de leurs échanges	Articles R. 133-10 à R. 133-12 du code de sécurité sociale Arrêté du 16 avril 2012 relatif au comité de normalisation des données sociales déclaratives et de leurs échanges	31	0	0	0	4	4	4	
Comité économique des produits de santé	Articles L. 162-17-3 et D. 162-2-1 et suivants du code de la sécurité sociale	34	1 020	1 050	1 050	70	70	70	
Comité national de l'organisation sanitaire et sociale	Articles L. 6121-7 et L. 6121-8 et R. 6122-1 à R. 6122-7 du code de la santé publique Article R. 312-178 du code de l'action sociale et des familles	69	6,10	24,42	18,31	4	8	6	
Commission chargée d'émettre un avis sur les qualifications professionnelles des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France	Décret n° 2009-742 du 19 juin 2009 instituant la commission chargée d'émettre un avis sur les qualifications professionnelles des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France	12	0,80	0,25	0,58	1	1	1	
Commission chargée de donner un avis sur les conditions de délivrance du brevet professionnel de préparateur en pharmacie	Articles L. 4241-5 à L. 4241-7, L. 4241-11, L. 4241-14, L. 4241-16 et L. 4241-16-1, L. 4241-18 et D. 4241-20 à D. 4241-25 du code de la santé publique	39	0	0,70	0,60	2	2	2	
Commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires	Loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010 relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français Décret n° 2014-1049 du 15 septembre 2014 relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français	19	28	39	0	1	1	0	
Commission consultative nationale d'agrément des établissements de formation en chiropraxie	Décret n° 2018-90 du 13 février 2018 relatif à l'agrément des établissements de formation en chiropraxie	9	-	-	-	-	-	-	
Commission consultative nationale d'agrément des établissements de formation en ostéopathie	Décret n° 2014-1043 du 12 septembre 2014 relatif à l'agrément des établissements de formation en ostéopathie	16	13,12	2,04	0,22	13	3	1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
8. Solidarités et santé									
Commission consultative relative aux régimes de sécurité sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses	Articles L. 382-15 et L. 382-19 et R. 382-58 et suivants du code de la sécurité sociale	11	0	0		0	0		
Commission d'admission des sportifs de haut niveau	Articles D. 4381-89 et D. 4381-90 du code de la santé publique Arrêté du 26 août 2010 relatif aux dispenses d'épreuves accordées aux sportifs de haut niveau pour l'admission dans les instituts de formation en masso-kinésithérapie, en pédicurie-podologie, en ergothérapie et en psychomotricité	14	0	0,11	0	2	1	0	
Commission des comptes de la sécurité sociale	Articles L. 114-1 et D. 114-1 et suivants du code de la sécurité sociale	67	30	30		2	2		
Commission des conseillers en génétique	Articles L.1132-3, L.1132-5, R. 1132-1, R.1132-2, R.1132-4-1, R.1132-4-2 du code de la santé publique	6	0	0	0	0	0	0	
Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique	Articles L. 1114-1 et R. 1114-5 à R. 1114-8 du code de la santé publique	14	4,11	3,15	5.60	9	10	10	
Commission nationale d'agrément des conventions collectives des établissements et services sociaux et médico-sociaux à but non lucratif	Articles L. 314-6, R. 314-197 et R. 314-198 du code de l'action sociale et des familles	13	106,35	106,35	88,08	11	10	10	*La baisse du coût de fonctionnement est liée à la réduction de 2,5 ETP à 2 ETP dédié au fonctionnement de l'instance (secrétariat et l'instruction des dossiers soumis à l'avis de la commission).*
Commission nationale de biologie médicale	Articles L. 6213-12 et L. 6213-2-1 et R. 6213-15 à R. 6213-28 du code de la santé publique	23	0	0,26	0	0	2	0	
Commission nationale des accidents médicaux	Articles L. 1142-10, L. 1142-11 et R. 1142-24 et suivants du code de la santé publique	19	6,09	17,60	18,10	2	10	9	
Commission nationale relative aux professions de prothésiste et orthésiste pour	Article D. 4364-10-1 du code de la santé publique. Arrêté du 1er février 2011 relatif aux professions de prothésiste et orthésiste pour l'appareillage des personnes handicapées	7	0	0,12	0,25	1	2	1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
8. Solidarités et santé									
l'appareillage des personnes handicapées									
Commission permanente chargée de la normalisation du braille français	Arrêté du 20 février 1996 créant une commission permanente chargée de la normalisation du braille français	19	0	0	0	1	0	2	
Commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale	Articles R. 451-1 à D. 451-1-2 du code de l'action sociale et des familles	40	5	4	2,55	23	20	6	
Conférence nationale de santé	Articles L. 1411-3 et D. 1411-37 et suivants du code de la santé publique	120	60	37,20		17	23		
Conseil national consultatif des personnes handicapées	Articles L. 146-1 et D. 146-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles Arrêté du 5 octobre 2009 fixant la liste des associations ou organismes représentés au conseil national consultatif des personnes handicapées	190	122,42	206,67	266,69	53	53	107	
Conseil national de l'urgence hospitalière	Décret n° 2017-1515 du 30 octobre 2017 portant renouvellement du conseil national de l'urgence hospitalière et modifiant sa composition et ses missions Arrêté du 12 octobre 2012 fixant la composition du conseil national de l'urgence hospitalière	50	0	0	0	1	2	2	
Conseil national de pilotage des agences régionales de santé	Articles L. 1433-1 et D. 1433-1 et suivants du code de la santé publique	19	0	0	0	24	16	24	
Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Articles L. 143-1, R. 143-1 et suivants et D. 143-6 à D. 143-8 du code de l'action sociale et des familles	65	102,13	106,10	96,10	10	9	7	
Conseil national du syndrome immunodéficitaire acquis et des hépatites virales chroniques	Articles L. 3121-3 et D. 3121-1 à D. 3121-14 du code de la santé publique	26	11	34	15	5	52	135	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
8. Solidarités et santé									
Conseil national pour l'accès aux origines personnelles	Articles L. 147-1 à L. 147-11 et articles R. 147-1 à R. 147-20 du code de l'action sociale et des familles	16	30,30	30,32	30,30	3	3	3	
Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	Articles D. 1145-1 et suivants du code du travail	37	3,09	1,58	1,41	3	2	3	
Conseil supérieur de la Fonction publique hospitalière	Loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière. Décret n° 2012-739 du 9 mai 2012 relatif au conseil supérieur de la fonction publique hospitalière et à l'observatoire national des emplois et des métiers de la fonction publique hospitalière	33	90	90	90	27	24	15	
Conseil supérieur de la mutualité	Articles L. 411-1 à L. 411-3 et articles R. 411-1 à R. 411-3 du code de la mutualité	31	0	0	0	9	9	12	
Conseil supérieur de la pharmacie	Articles D. 5125-62 à D. 5125-69 du code de la santé publique	25	0	0	0	0	0	0	
Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes	Article 9-1 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations Décret n° 2013-8 du 3 janvier 2013 portant création du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes	72	150	154	44	55	29	39	
Haut conseil de la santé publique	Articles L. 1411-4 et L. 1411-5 et R. 1411-46 et suivants du code de la santé publique	77	480	446	452	455	311	340	
Haut conseil des professions paramédicales	Articles D. 4381-1 et suivants du code de la santé publique.	39	1,60	5,08	3,19	5	9	6	
Haut conseil du travail social	Décret n°2016-905 du 1er juillet 2016 portant création du haut conseil du travail social	59	-	6,71	14,70	-	2	26	
Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie	Loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 Décret n° 2006-1370 du 10 novembre 2006 relatif à la composition et au fonctionnement du haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie	66	577,30	526,70		8	21		
Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée	Articles L. 162-21-3 et D. 162-17 du code de la sécurité sociale	15	0	0	0	4	3	3	
Observatoire national de la démographie des professions de santé	Décret n° 2010-804 du 13 juillet 2010 relatif aux missions de l'observatoire national de la démographie des professions de santé	39	303,83	202,97	288	12	5	16	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
8. Solidarités et santé									
Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale	Articles L. 144-1 et R. 144-1 à R. 144-4 du code de l'action sociale et des familles	27	227,72	211,90	192,7	28	20	16	
Observatoire national du suicide	Décret n° 2018-688 du 1er août 2018 portant création de l'observatoire national du suicide	44	-	-	0	-	-	0	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
9. Économie et finances									
Comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics	Décret n° 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics	6	11,50	11	11	13	9	7	
Comité pour les métaux stratégiques	Décret n° 2011-100 du 24 janvier 2011 portant création du comité pour les métaux stratégiques	23	0	0	0	14	6	6	
Commission d'examen des pratiques commerciales	Articles L. 440-1 et D. 440-1 et suivants du code de commerce	26	3,70	4,20	3,70	7	6	6	
Commission de concertation du commerce	Loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination Loi n°2005-882 en faveur des petites et moyennes entreprises Décret n°2015-1311 du 19 octobre 2015 relatif à la commission de concertation du commerce	49	0	0	0	0	2	0	
Commission des clauses abusives	Articles L. 822-4 et suivants et R. 822-18 à R.822-32 du code de la consommation	13	29,80	30,90	6,8	9	9	11	
Commission des comptes commerciaux de la nation	Décret n° 63-100 du 8 février 1963 portant création d'une commission des comptes commerciaux de la nation Décret n° 77-297 du 27 mars 1997 portant réforme de la commission des comptes commerciaux de la nation	40	2	2	2	2	2	2	
Commission interministérielle de coordination des réseaux et des services de communications électroniques pour la défense et la sécurité publique	Article D. 1334-4-2 et R 1334-2 du code de la défense	26	0	0	0	3	3	3	
Commission nationale des entreprises du patrimoine vivant	Décret n° 2006-595 du 23 mai 2006 relatif à l'attribution du label entreprise du patrimoine vivant Arrêté du 26 mai 2006 relatif à la procédure d'attribution du label entreprise du patrimoine vivant	22	7	8,30	8	6	7	7	
Commission nationale des services	Loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination Décret n° 2013-666 du 23 juillet 2013 relatif à la commission nationale des services	67	3,40	0	0	9	5	3	
Commission nationale des titres-restaurant	Articles R. 3262-36 et suivants du code du travail Arrêté du 3 mars 1978 relatif à la commission des titres-restaurant	21	687	554	536	42	48	46	
Commission supérieure du numérique et des postes	Articles L. 125 et D. 570 à D. 593 du code des postes et des communications électroniques	17	0	32,38	31,67	0	10	4	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
9. Économie et finances									
									Dans l'attente du renouvellement des membres de la CSNP, plusieurs réunions plénières n'ont pas pu se tenir.
Commissions techniques spécialisées des instruments de mesure	Décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure c	57	0	0	0	2	3	1	
Conseil consultatif de gestion du corps des administrateurs des postes et télécommunications	Décret n° 94-892 du 13 octobre 1994 portant création d'un conseil consultatif de gestion du corps des administrateurs des postes et télécommunications	9	0	0	0	1	1	0	
Conseil national de l'industrie	Loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination Décret n° 2017-1581 du 17 novembre 2017 modifiant le décret n° 2010-596 du 3 juin 2010 relatif au conseil national de l'industrie	40	0	0	0	11	11	2	
Conseil national de la consommation	Articles D. 821-1 et suivants du code de la consommation	90	0	0	0	30	30	16	
Conseil national du numérique	Loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination Décret n° 2017-1677 du 8 décembre 2017 relatif au conseil national du numérique.	30	111	81	90	217	489	591	
Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire	Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire Décret n° 2015-732 du 24 juin 2015 relatif au Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire	72	2	1,09	1	9	64	27	
Observatoire économique de la commande publique	Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 modifié relatif aux marchés publics Arrêté du 12 avril 2017 relatif au fonctionnement et à la composition de l'observatoire économique de la commande publique	17	-	0	0,80	-	0	2	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
10. Culture									
Comité consultatif du musée national Fernand Léger	Décret n° 45-2075 du 31 août 1945 portant application de l'ordonnance relative à l'organisation des musées des beaux-arts	20	0	0	0	0	0	0	
Comité d'experts (entreprises de production phonographique)	Articles 220 octies (IV) et 220 Q du code général des impôts	5	0	0	0	6	6	6	
Comité d'orientation pour le fonds stratégique pour le développement de la presse	Décret n° 2012-484 du 13 avril 2012 modifié relatif à la réforme des aides à la presse et au fonds stratégique pour le développement de la presse Arrêté du 6 juillet 2012 fixant la composition d'orientation du fonds stratégique pour le développement de la presse	17	1,20	0,90	2,10	3	3	7	
Commission consultative des trésors nationaux	Articles L. 111-4 et R. 111-22 à D. 111-25 du code du patrimoine	12	1,60	1,50	5,30	10	6	9	*Le coût annuel de fonctionnement, qui comprend principalement l'assurance des œuvres présentées et le transport, varie selon les valeurs des œuvres présentées, qui influent sur les coûts d'assurance.*
Commission consultative pour l'attribution des aides à l'écriture d'œuvres musicales	Décret n°2014-677 du 24 juin 2014 relatif à l'aide à l'écriture d'œuvres musicales	27	4,54	4,30	3,10	1	1	1	
Commission consultative pour l'attribution des aides aux projets artistiques dans les domaines des arts de la rue et des arts du cirque	Décret n° 2014-1651 du 26 décembre 2014 relatif à l'attribution des aides aux projets artistiques dans les domaines des arts de la rue et des arts du cirque	15	0,10	1,50	0	1	1	1	
Commission pour la rémunération de la copie privée	Articles L. 311-5, R. 311-1 et suivants et 311-8 du code de la propriété intellectuelle	25	15,36	15,96	15,36	2	13	23	
Commission d'acquisition compétente pour les musées nationaux érigés en services à compétence nationale et les musées nationaux du château de Fontainebleau, de la céramique à Sèvres et Adrien Dubouché à Limoges	Décret n° 2016-924 du 5 juillet 2016 instituant une commission d'acquisition compétente pour les musées nationaux érigés en services à compétence nationale et les musées nationaux du château de Fontainebleau, de la céramique à Sèvres et Adrien Dubouché à Limoges	22	-	1,10	11,70	-	3	7	
Commission d'agrément relative à l'institution d'une garantie de l'État	Loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'œuvres d'art Décret n°93-947 du 23 juillet 1993 pris pour l'application de la loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'œuvres d'art	5	0	0	0	0	1	2	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
10. Culture									
Commission d'enrichissement de la langue française	Décret n° 96-602 modifié du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française	19	0	0	0	11	11	10	
Commission d'évaluation des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	Décret n° 2002-1520 du 23 décembre 2002 fixant les dispositions statutaires applicables au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	7	0	0	0	2	2	2	
Commission d'évaluation scientifique des conservateurs du patrimoine	Décret n° 2013-788 du 28 août 2013 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine	20	0	0	0	3	3	3	
Commission de classification des œuvres cinématographiques	Articles R.211-29 à R.211-47 du code du cinéma et de l'image animée	29	219,40	236,50	243,30	77	72	70	
Commission de conciliation pour le droit d'exploitation des œuvres des journalistes	Articles L. 132-44 et R. 132-18 et suivants du code de la propriété intellectuelle	13	2	2	2	5	4	4	
Commission de l'aide à l'innovation et à la transition numérique de la musique enregistrée	Décret n° 2016-1422 du 21 octobre 2016 instituant une aide à l'innovation et à la transition numérique de la musique enregistrée	11	-	0	0,40	-	2	3	
Commission de la rémunération équitable	Articles L. 214-4 et R. 214-1 à R. 214-7 du code de la propriété intellectuelle. Arrêté du 16 février 2009 portant composition de la commission prévue à l'article L. 214-4 du code de la propriété intellectuelle	23	0	15,36	15,36	0	0	5	
Commission de médiation relative à la perception de la taxe fiscale sur les spectacles	Décret n° 2017-721 du 2 mai 2017 relatif aux catégories de spectacles et critères d'affectation des taxes perçues en application des articles 76 et 77 de la loi de finances rectificative pour 2003		-	0	0	-	0	0	
Commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art	Articles D. 113-27 à D. 113-29 du code du patrimoine	25	1,20	0,82	1,30	8	8	10	
Commission des droits des artistes-interprètes et des producteurs pour la réalisation d'une œuvre audiovisuelle	Articles L. 212-9 et R. 212-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.	25	0	0	0	0	0	0	
Commission du fonds de soutien à l'expression radiophonique locale	Décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication	11	8,72	8,48	7,40	11	9	9	
Commission interministérielle d'agrément pour la conservation du patrimoine artistique national	Article 310 G (II) Annexe II au code général des impôts	5	0,05	0,05	0,05	4	2	4	
Commission nationale culture handicap	Arrêté du 1er février 2001 portant création de la commission nationale culture-handicap	74	0	4,78	0	0	1	0	*La commission bisannuelle s'est réunie en 2016 et se réunira en 2018.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
10. Culture									
Commission nationale de reconnaissance des qualifications professionnelles d'architecte	Loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture Décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte	15	0	0,44	0,95	0	1	1	
Commission nationale des centres culturels de rencontre	Arrêté du 5 juillet 1996 portant création d'une commission nationale des centres culturels de rencontre	17	1	1	0	1	1	0	
Commission nationale du patrimoine et de l'architecture	Loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables	225	-	0	0	-	0	0	*La commission nationale du patrimoine et de l'architecture, n'ayant été mise en place que par un arrêté du 9 novembre 2017, aucune réunion ne s'est tenue en 2017.*
Commission professionnelle consultative du spectacle vivant	Arrêté du 19 juin 2006 portant création de la commission professionnelle consultative du spectacle vivant	39	10	10	10	3	2	2	
Commission relative aux demandes de changement d'affectation des salles de spectacles	Arrêté du 18 avril 1947 portant création d'une commission chargée de donner un avis sur les demandes de changement d'affectation des salles de spectacle	12	0	0	0	0	0	0	
Commission scientifique des musées nationaux réunie en commission des prêts et dépôts	Article D. 422-4 du code du patrimoine	15	0	0	0	10	10	10	
Commission scientifique nationale des collections	Articles L. 115-1 et L. 115-2 et R.115-1 à R.115-4 du code du patrimoine	40	0	0	0	4	1	1	
Conseil artistique des musées nationaux	Articles L. 451-1, R. 422-5 et D. 422-6 et suivants du code du patrimoine	21	2,30	3	2,10	8	7	7	
Conseil des Arts et Lettres	Décret n° 57-549 du 2 mai 1957 portant institution de l'ordre des Arts et des Lettres	16	0	0	0	3	3	3	
Conseil national de l'inventaire général du patrimoine culturel	Articles D. 144-1 à D. 144-5 du code du patrimoine	18	0,80	0,60	1,80	2	1	3	
Conseil national de la recherche archéologique	Articles L. 545-1 et R. 545-1 et suivants du code du patrimoine	30	32	25,47	20,40	4	5	4	
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche artistiques et culturels	Articles L. 239-1 et D. 239-1à 239-18 du code de l'éducation	70	-	0	4	-	0	1	
Conseil national des œuvres dans l'espace public dans le domaine des arts plastiques	Décret n° 2016-1154 du 24 août 2016 portant création du conseil national des œuvres dans l'espace public dans le domaine des arts plastiques	18	-	0	0	-	0	3	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
10. Culture									
Conseil national des professions du spectacle	Article 36 de la loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination Décret n° 2013-353 du 25 avril 2013 relatif au conseil national des professions de spectacle	90	0	0	0	1	0	0	
Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire	Arrêté du 5 mai 1995 portant création d'un conseil national des villes et pays d'art et d'histoire	13	0,08	0,14	0,33	1	2	2	
Conseil scientifique de la grotte de Lascaux	Arrêté du 15 février 2010 portant création du conseil scientifique de la grotte de Lascaux (bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication février 2010)	14	11,61	8,40		2	3		
Conseil scientifique du laboratoire de recherche des monuments historiques	Arrêté du 4 janvier 2000 érigeant le laboratoire de recherche des monuments historiques en service à compétence nationale Arrêté du 20 avril 2001 relatif à la composition du conseil scientifique du laboratoire de recherche des monuments historiques	22	0	0	0	0	0	0	
Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique	Arrêté du 10 juillet 2000 portant création du conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique	57	67	66,59	108,10	95	75	117	
Conseil supérieur des archives	Article L. 211-2-1 du code du patrimoine Arrêté du 21 janvier 1988 portant création du conseil supérieur des archives	44	0	0	0	0	2	2	
Haut Comité des commémorations nationales (précédemment Haut comité pour les célébrations nationales)	Arrêté du 23 septembre 1998 portant création d'un haut comité des célébrations nationales auprès du ministre chargé de la culture	12	0	0	0,2	5	4	4	
Haut conseil des musées de France	Articles L. 430-1 et L. 430-2 et articles R. 430-1, à R. 430-4 du code du patrimoine	23	0	1,50	0,40	1	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
11. Travail									
Comité du dialogue social pour les questions européennes et internationales	Décret n° 98-1080 du 30 novembre 1998 portant création d'un comité du dialogue social pour les questions européennes et internationales	16	0	0	0	10	9	7	
Commission d'évaluation de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles	Articles L. 176-1 et L. 176-2 du code de la sécurité sociale Arrêté du 14 février 2011 relatif à la composition de la commission prévue à l'article L. 176-2 du code de la sécurité sociale	12	0	0		0	0		
Commission des accords de retraite et de prévoyance	Article L. 911-3 du code de la sécurité sociale Décret du 15 juin 1959 fixant la composition de la commission prévue par l'ordonnance n° 59-238 du 4 février 1959 relative aux régimes complémentaires de retraites	32	0	0		6	5		
Commission nationale de conciliation des conflits collectifs de travail	Articles L. 2522-1 à L. 2522-7, articles R. 2522-3 et R. 2522-4, articles R. 2522-8, R. 2522-13 et suivants du code du travail	12	0	0		0	0		
Commission nationale de la certification professionnelle	Articles L. 335-6 et R. 335-24 à R. 335-32 du code de l'éducation	32	28,18	39,94	28,61	36	46	37	
Commission nationale de la négociation collective	Articles L. 2271-1, L. 2272-1 et L. 2272-2 et R. 2272-1 et suivants du code du travail	40	0,60	0,70	0	21	20	20	
Commissions professionnelles consultatives	Articles L. 335-6 et R. 338-1 du code de l'éducation Arrêté du 2 juillet 2009 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions professionnelles consultatives instituées auprès du ministère chargé de l'emploi	140	1 037	600	490	56	46	79	
Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié	Article L. 3346-1 et D. 3346-1 et suivants du code du travail	31	0,55	0	0	1	0	0	
Conseil d'orientation sur les conditions de travail	Articles L. 4641-1 à L. 4641-3, articles R. 4641-1 à R. 4641-4 du code du travail	54	11,80	17,30	23,10	50	65	52	
Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles	Articles L.6123-1 et L. 3123-2, articles R. 6123-1 à R. 6123-2-6 du code du travail	57	42,53	39,38	32,31	45	68	64	
Conseil supérieur de la prud'homie	Articles L. 1431-1 et L. 1431-2, articles R. 1431-1 à R. 1431-16 du code du travail	27	4	11,60	12,50	2	7	7	
Haut Conseil du dialogue social	Articles L. 2122-11 à L. 2122-13, articles R*. 2122-1 à R*. 2122-5 du code du travail	16	2,20	2,10	6,20	5	9	10	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
12. Éducation nationale									
Comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative	Loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination Décret n° 2011-2121 du 30 décembre 2011 relatif au fonds pour le développement de la vie associative Décret n°2018-460 du 8 juin 2018 relatif au fonds pour le développement de la vie associative	25	1,38	0,30	0,40	4	4	4	
Commissions professionnelles consultatives instituées auprès du ministre chargé de l'éducation nationale	Article L. 335-6 du code de l'éducation Décret n°2012-965 du 20 août 2012 modifié relatif aux commissions professionnelles consultatives instituées auprès du ministre chargé de l'éducation nationale Arrêté du 20 août 2012 relatif aux commissions consultatives instituées auprès du ministre chargé de l'éducation nationale	620	362	283,70	250	40	25	25	
Conseil national d'évaluation du système scolaire	Articles L. 241-12 à L. 241-15 et D. 241-36 à D. 241-38 du code de l'éducation	14	181	251,40	257,50	4	3	3	L'augmentation du coût de fonctionnement est liée à la montée en charge des travaux d'évaluation du CNESCO. Ceux-ci ont notamment donné lieu à l'organisation d'une conférence de consensus et de conférences virtuelles interactives sur la différenciation pédagogique (mars 2017) ainsi qu'à l'organisation d'une conférence de comparaisons internationales sur la lutte contre le décrochage scolaire (novembre 2017). Le CNESCO a également organisé une université d'été sur l'évaluation des politiques scolaires (fin août 2017) et produit un rapport scientifique d'évaluation sur la qualité de vie à l'école (octobre 2017).
Conseil national de la vie lycéenne	Articles D. 511-59 et suivants du code de l'éducation	64	17,46	5,41	10,04	3	1	2	Le doublement du coût de fonctionnement est corrélé au nombre de réunions. On note cependant une légère baisse du coût moyen par réunion.

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
12. Éducation nationale									
Conseil national des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public	Articles D. 551-7 à D. 551-9 et D. 551-12 du code de l'éducation	25	0	0	0	5	5	6	
Conseil national éducation économie	Décret n° 2013-539 du 25 juin 2013 portant création du conseil national éducation économie	34	1,57	6,20	4,80	4	3	4	
Conseil supérieur de l'éducation	Articles L. 231-1 et suivants et R. 231-1 et suivants du code de l'éducation.	98	15,30	10,80	10,60	13	9	8	
Conseil supérieur des programmes	Articles L. 231-14 à L. 231-17 et D. 231-34 à D. 231-42 du code de l'éducation	18	299,48	69,80	15,58	90	23	20	Le CSP a été très peu sollicité en 2017 pour élaborer des avis ou projets de programme : un seul avis a été rendu (avis CNEE-CSP sur l'enseignement des SES au lycée) ; aucun groupe d'experts n'a été constitué. De plus, le président du CSP a donné sa démission au cours de l'année, ce qui a eu un impact sur les travaux.
Haut conseil de l'éducation artistique et culturelle	Articles L. 312-8 et D. 312-7 et suivants du code de l'éducation Décret n°2017-1045 du 10 mai 2015	30	0	0	0	0	2	2	Le décret n°2017-1045 du 10 mai 2015 a élargi la composition du Haut conseil à 30 membres afin d'assurer dans les débats et dans les travaux une meilleure représentativité de la diversité des acteurs engagés dans l'éducation artistique et culturelle. La nouvelle répartition est la suivante : 11 représentants de l'Etat, 10 des collectivités territoriales et 9 personnalités désignées.
Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement	Loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination (Article 13) Articles D. 239-25 à D.239-33 du code de l'éducation	51	11,40	10,90	9	70	77	70	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
13. Agriculture et alimentation									
Comité national de gestion des risques en agriculture	Articles L. 361-8 et D. 361-8 et suivants du code rural et de la pêche maritime	19	1,29	0,69	0,69	8	6	4	
Comité national de la gestion des risques en forêt	Articles L. 261-4, D. 351-1 et D. 351-2 du code forestier Loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche	13	0	0	0	0	1	1	
Comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées	Articles D. 661-1 à D. 661-11 du code rural et de la pêche maritime	60	0	0	0	50	50	50	
Commission consultative paritaire nationale des baux ruraux	Article L. 411-11 et R. 414-5 du code rural et de la pêche maritime	22	0	0	0	0	0	0	
Commission de conciliation dans les professions agricoles	Article L. 718-8 du code rural et de la pêche maritime Articles L. 2522-1 à L. 2522-7 du code du travail	13	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.* *Une procédure de déclassement est en cours.*
Commission des comptes de l'agriculture de la nation	Décret n° 2001-863 du 14 septembre 2001 relatif à la commission des comptes de l'agriculture de la nation	22	2,70	2,70	2,70	2	2	2	
Commission des produits phytopharmaceutiques, des matières fertilisantes et des supports de culture	Article D.253-55 du code rural et de la pêche maritime Arrêté du 10 mars 2010 fixant la composition de la commission des produits phytopharmaceutiques, des matières fertilisantes et des supports de culture.	75	0	0	0	1	1	1	
Commission nationale d'amélioration génétique, commissions et comités en dépendant	Articles D. 653-1, D. 653-2 et D. 653-3 du code rural et de la pêche maritime	111	0	0	0	13	10	9	
Commission nationale des enseignants chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture	Décret n° 92-172 du 21 février 1992 relatif à la commission nationale des enseignants-chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture	240	0	0	0	2	2	2	
Commission professionnelle consultative des métiers de l'agriculture, de la transformation, des services et de l'aménagement des espaces et de ses commissions nationales spécialisées	Article L. 335-6 du code de l'éducation Articles D. 814-48 à D. 814-51 du code rural et de la pêche maritime	56	0	0	0	8	12	12	
Commission supérieure des maladies professionnelles en agriculture	Articles D. 751-19 et suivants du code rural et de la pêche maritime	31	0	0	0	2	0	0	
Conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale	ArticlesD.200-2 à D.200-4 du code rural et de la pêche maritime	19	0	0	0	11	8	12	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
13. Agriculture et alimentation									
Conseil national de l'alimentation	Articles D. 824-1 à D. 824-8 du code de la consommation. Arrêté du 12 mai 2010 fixant les modalités de fonctionnement du conseil national de l'alimentation	67	270	270	270	17	20	45	
Conseil national de l'enseignement agricole	Articles L. 814-1 et L. 814-2 et R. 814-1 à R. 814-9 du code rural et de la pêche maritime	64	0	0	0	7	9	5	
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche agricole, agroalimentaire et vétérinaire	Articles L. 814-3 et L. 814-4 et R.814-10 à R.814-30 du code rural et de la pêche maritime	45	0	0	0	6	7	7	
Conseil national de la spécialisation vétérinaire	Article R. 814-32 du code rural et de la pêche maritime	24	0	0	0	1	0	1	
Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire et commissions techniques	Articles L. 611-1, R. 611-1 et D. 611-4 et suivants du code rural et de la pêche maritime	37	0	0	0	1	2	2	
Conseil supérieur de la forêt et du bois	Articles L. 113-1 et D. 113-1 à D. 113-5 du code forestier	64	0	0	0	1	1	1	
Conseil supérieur des prestations sociales agricoles	Loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination Articles L.721-3, L731-35-1, R. 721-1 à R. 721-9 et suivants du code rural et de la pêche maritime	35	0	0	0	3	5	5	
Observatoire de l'alimentation	Articles L. 230-3 et D. 230-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	25	450	450	450	5	6	5	
Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires	Articles L. 682-1 et D. 682-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	36	0	0	0	4	4	4	
Observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers (Ex - Observatoire de la consommation des espaces agricoles)	Articles L. 112-1 et D. 112-1-12 et suivants du code rural et de la pêche maritime	23	0	0	0	0	2	0	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
14. Action et comptes publics									
Collège national de second examen du rescrit	Articles L. 80 CB et R* 80 CB-2 à R* 80 CB-6 du livre des procédures fiscales	6	0	0	0	6	11	7	
Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières	Articles L. 614-2, D. 614-2 et D. 614-3 du code monétaire et financier Articles L. 411-2, R. 411-2 et R. 411-3 du code des assurances	18	0	0	0	16	14	15	
Comité consultatif du secteur financier	Articles L. 614-1, D. 614-1 et D. 614-3 du code monétaire et financier Articles L. 411-1, R. 411-2 et R. 411-3 du code des assurances	32	222,50	95,30	69,67	60	43	38	
Comité d'engagement de la garantie de l'Etat accordée aux préfinancements et cautionnements délivrés pour la construction de navires civils	Décret n° 2006-563 du 17 mai 2006 fixant les conditions et modalités d'application de l'article 119 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, relatif au régime de garantie de l'Etat en faveur des sociétés du secteur de la construction navale	5	0	0	0	1	1	2	
Comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'Etat	Décret n° 2009-1054 du 26 août 2009 instituant un comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'Etat	18	0	0	0	2	2	2	
Comité de l'abus de droit fiscal	Article L. 64 du livre des procédures fiscales Article 1653 C du code général des impôts	7	6,70	10,80	9,40	8	12	8	
Comité de suivi et de propositions de la convention visant à améliorer l'accès à l'emprunt et à l'assurance des personnes présentant un risque de santé aggravé	Articles L. 1141-2 et suivants du code de la santé publique	23	0	0	0	5	5	3	
Comité du contentieux fiscal, douanier et des changes	Loi n°77-1453 du 29 décembre 1977 accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière Articles 460 et suivants du code des douanes Art. 396 ter A et s. du code général des impôts annexe 2	16	22	18	22,40	38	33	34	*L'augmentation des coûts de fonctionnement s'explique par la désignation de deux personnalités qualifiées.*
Comité du label	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique Arrêté du 2 mai 2013 relatif aux modalités d'organisation du comité du label de la statistique publique	32	0	0	0	21	24	18	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
14. Action et comptes publics									
Comité du secret statistique	Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée Décret n° 2009-318 modifié du 20 mars 2009 relatif au conseil national de l'information statistique, au comité du secret statistique et au comité du label de la statistique publique	24	0	0	0	5	4	4	
Comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État et ses 5 commissions permanentes : logement et restauration ; famille, enfance, culture, loisirs, sports, vacances et retraités ; pilotage des SRIAS ; budget	Décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'Etat Arrêté du 29 juin 2006 fixant la composition et le fonctionnement du comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'Etat	23	88,38	96,01	89,95	30	29	27	
Comité national de lutte contre la fraude	Décret n° 2008-371 du 18 avril 2008 relatif à la coordination de la lutte contre la fraude et création d'une délégation nationale	35	0	0	0	2	2	1	
Commission chargée d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions d'inspecteur général ou de contrôleur général	Loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public Décret n° 94-1085 du 14 décembre 1994 relatif aux modalités de nomination au tour extérieur dans certains corps d'inspection et de contrôle de la fonction publique de l'Etat	6	0	0,34	1,60	12	10	16	
Commission compétente pour les tarifs des évaluations foncières	Article 1652 bis du code général des impôts	9	0	0	0	0	0	0	
Commission consultative chargée d'émettre toutes propositions de nature à maintenir l'équilibre du régime d'allocations viagères des gérants de débits de tabac	Décret n° 63-1104 du 30 octobre 1963 relatif au régime d'allocations viagères des gérants de débits de tabac Arrêté du 13 novembre 1963 pris pour l'application du décret du 30 octobre 1963 modifié relatif au régime d'allocation viagère des gérants de débits de tabac	9	0	0	0	2	2	2	
Commission consultative des jeux et paris sous droits exclusifs	Décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux Arrêté du 6 mai 2011 pris en application du décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux	11	1,80	2,07	2,50	8	3	4	
Commission consultative relative au refus d'agrément pour déduction fiscale	Article 217 undecies du code général des impôts Articles 46 quaterdecies V et 46 quaterdecies W de l'annexe III au code général	8		0	0		10	4	
Commission d'agrément pour l'exécution des travaux cadastraux	Loi du 31 mars 1884 relative au renouvellement et à la conservation du cadastre en Alsace-Lorraine	4	0	0	0	1	1	1	*L'instance a vocation à être supprimée.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
14. Action et comptes publics									
en France métropolitaine en Alsace-Moselle	Arrêté du 20 mai 1950 relatif à l'agrément des géomètres privés pour l'exécution des travaux cadastraux dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle								
Commission d'équivalence pour les candidats titulaires d'un diplôme ou d'un titre spécifique portant sur une spécialité de formation précise	Décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique Arrêté du 26 juillet 2007 fixant les règles de saisine, de fonctionnement et de composition des commissions instituées pour la fonction publique de l'Etat dans chaque ministère ou établissement public de l'Etat, à La Poste et auprès des préfets de région ou des recteurs d'académie, et chargées de se prononcer sur les demandes d'équivalence de diplômes pour l'accès aux concours de la fonction publique de l'Etat ouverts aux titulaires d'un diplôme ou titre spécifique portant sur une spécialité de formation précise	5	0	0	0	20	15	22	
Commission de certification des comptes des organismes payeurs FEOGA FEAGA FEADER	Décret n° 2007-805 du 11 mai 2007 instituant une commission de certification des comptes des organismes payeurs des dépenses financées par les fonds européens agricoles	5	86,80	67,10	105	7	12	9	*L'augmentation des coûts est liée d'une part à l'augmentation des déplacements résultant de l'évolution des lignes directrices communautaires qui régissent ces travaux et d'autre part, de la sous-traitance d'un audit de sécurité informatique d'un organisme payeur (ODRAC).*
Commission de réforme	Article L.31 et R.45 et suivants du code des pensions civiles et militaires de retraite	7							
Commission des garanties et du crédit au commerce extérieur	Loi n° 49-874 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier Décret n° 49-1077 du 4 août 1949 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission des garanties et du crédit au commerce extérieur	10	0	0	0	27	26	28	
Commission économique de la nation	Décret n° 2015-7 du 6 janvier 2015 portant réforme de la commission économique de la nation	14	0	0	2	0	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
14. Action et comptes publics									
Commission interministérielle d'audit salarial du secteur public	Décret n° 53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social Arrêté du 3 février 2005 relatif à la composition de la commission prévue à l'article 6 du décret n° 53-707 du 9 août 1953.	12	0	11,70	0	76	88	86	*La différence entre les coûts de fonctionnement pour les années 2016 et 2017 s'explique par la suppression de l'indemnité versée au président de la commission.*
Commission interministérielle de coordination des contrôles sur les opérations et les bénéficiaires et redevables relevant des Fonds communautaires agricoles de garantie	Décret n° 96-389 du 10 mai 1996 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles sur les opérations et les bénéficiaires et redevables relevant des Fonds communautaires agricoles de garantie	12		133,80	133,80	9	9	9	
Commission nationale d'évaluation du recensement de la population	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique Arrêté du 17 juin 2009 relatif aux modalités d'organisation de la commission nationale d'évaluation du recensement de la population	25	1	1	1	2	2	2	
Commission nationale des sanctions	Articles L. 561-38 et suivants et R. 561-43 et suivants du code monétaire et financier	7	25	25	25	25	22	23	
Commission pour la désignation des agents des douanes des catégories A et B habilités à effectuer des enquêtes judiciaires	Articles 28-1 et R. 15-33-1 et 15-33-2 du code de procédure pénale	8	0	0	0	0	1	1	
Commission pour la transparence et la qualité des opérations immobilières de l'Etat	Décret n° 2012-203 du 10 février 2012 relatif à la commission pour la transparence et la qualité des opérations immobilières de l'Etat	6	6	5	4	10	9	7	
Conseil commun de la fonction publique	Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des Décret n° 2012-148 du 30 janvier 2012 relatif au conseil commun de la fonction publique modifié par le décret n°2016-1320 du 5 octobre 2016	55	65,02	84,70	87,80	8	12	8	
Conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	Articles D. 561-51 et suivants du code monétaire et financier	24	0	0	0	1	4	9	
Conseil de l'immobilier de l'Etat	Articles L.4211-1.-I du code de la propriété des personnes publiques Décret n° 2006-1267 du 16 octobre 2006 instituant un conseil de l'immobilier de l'Etat modifié par le décret n° 2011-1388 du 28 octobre 2011	16	8,40	8,40	8	19	19	14	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
14. Action et comptes publics									
Conseil de normalisation des comptes publics	Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 Arrêté du 28 novembre 2016 relatif au conseil de normalisation des comptes publics	240	70,10	64,60	38,70	65	103	117	
Conseil national de l'information statistique	Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques Décret n° 2009-318 modifié du 20 mars 2009 relatif au conseil national de l'information statistique, au comité du secret statistique et au comité du label de la statistique publique	44	39	65	98	18	21	22	*L'évolution des coûts de fonctionnement s'explique par la refonte du site internet opérée en 2017.*
Conseil supérieur de la fonction publique de l'État	Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat Décret n°2012-225 du 16 février 2012 relatif au conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat	23	92,59	78,50	74,40	13	11	7	*La baisse du coût de fonctionnement du conseil s'explique par la baisse du coût de la prestation de sténotypie compte tenu du nombre de réunions qui s'est tenu, 7 contre 11 en 2016.*
Conseil supérieur de la fonction publique siègeant comme commission de recours	Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat Décret n° 2012-225 du 16 février 2012 relatif au conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat	27	15,19	60,91	59,40	6	10	10	
Observatoire de l'épargne réglementée	Articles L. 221-9 et R. 221-12 du code monétaire et financier	11	0	0	0	2	2	2	
Observatoire des jeux	Décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux	10	79,68	95,27	90,43	3	1	3	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
15. Enseignement supérieur, recherche et innovation									
Comité consultatif pour l'enseignement supérieur privé	Articles L. 732-3 et D. 732-5 et suivants du code de l'éducation	14	2,50	2,34	1,91	5	5	5	
Comité d'expertise pour les recherches les études et les évaluations dans le domaine de la santé (CEREES)	Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés Décret n° 2016-1872 du 26 décembre 2016 modifiant le décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés	21	-	0	6,35	-	0	6	
Comité de suivi des cycles licence master et doctorat	Arrêté du 3 mars 2017 relatif au comité de suivi des cycles licence master et doctorat	41	-	0	0	-	0	0	
Commission chargée d'émettre un avis sur les diplômes étrangers dont les titulaires demandent l'autorisation de faire usage professionnel du titre de psychologue	Décret n° 90-255 du 22 mars 1990 fixant la liste des diplômes permettant de faire usage professionnel du titre de psychologue en France Arrêté du 26 décembre 1990 fixant la composition de la commission chargée d'émettre un avis sur les diplômes étrangers dont les titulaires demandent l'autorisation de faire usage du titre de psychologie	18	5,50	5,50	5,50	4	4	4	
Commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie et des instituts universitaires professionnalisés	Arrêté du 19 avril 1995 relatif à la commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie et des instituts universitaires professionnalisés	34	11,20	12,80	14,40	7	8	9	
Commission consultative pour la formation professionnelle des experts-comptables	Décret n° 2012-432 du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable	21	1	1	1	1	2	2	
Commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion	Décret n° 2001-295 du 4 avril 2001 portant création de la commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion.	16	7,10	6,27	4,91	8	11	7	
Commission des titres d'ingénieurs	Articles L. 642-3 et L. 642-4 du code de l'éducation	32	75,40	72,95	57,62	28	27	24	
Commission nationale de l'expérimentation animale	Articles R. 214-130 et suivants du code rural et de la pêche maritime	21	3,34	1	1	5	4	4	
Commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies	Décret n° 2014-16 du 8 janvier 2014 portant création de la commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies	12	44,12	46,35	54,19	1	1	1	*Le coût de la commission est fonction du nombre de dossiers évalué par l'AFNOR. Il y a eu 49 évaluations en 2016 et 58 en 2017.*
Commission nationale des études de maïeutique, médecine, odontologie et pharmacie	Décret n° 2015-813 du 3 juillet 2015 relatif à la commission nationale des études de maïeutique, médecine, odontologie et pharmacie	36	1	1	20	4	4	5	
Commissions pédagogiques nationales (IUT)	Article D. 643-62-1 et suivants du code de l'éducation	301	48,23	17,73	19,14	68	25	27	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
15. Enseignement supérieur, recherche et innovation									
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche	Articles L. 232-1et D. 232-1 et suivants du code de l'éducation	100	62,52	56,28	73,30	20	20	22	
Conseil national de la culture scientifique, technique et industrielle	Décret n° 2012-572 du 24 avril 2012 relatif au conseil national de la culture scientifique, technique et industrielle	24	0,13	0,80	0,10	1	3	2	
Conseil national des astronomes et physiciens	Décret n° 86-433 du 12 mars 1986 modifié relatif au Conseil national des astronomes et des physiciens	32	35	30	30	19	24	24	
Conseil national des universités (CNU) et Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques	Décret n° 92-70 du 16 janvier 1992 relatif au Conseil national des universités Décret n° 87-31 du 20 janvier 1987 relatif au Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques Arrêté du 19 mars 2010 fixant les modalités de fonctionnement du conseil national des universités	3480 pour le CNU 813 pour le CNU santé	6 213	6 095	6 070	653	550	555	
Conseil stratégique de la recherche	Article L. 120-1 du code de la recherche Décret n° 2013-943 du 21 octobre 2013 relatif au conseil stratégique de la recherche	26	9,04	0,10	0	1	1	1	
Conseils scientifiques en médecine, pharmacie et odontologie	Articles R. 632-3, D. 633-2 et R. 634-2 du code de l'éducation Arrêté du 3 avril 2017 relatif à l'organisation et au fonctionnement des conseils scientifiques en médecine, en odontologie et en pharmacie	30	123,05	122,49	145	171	128	180	
Observatoire national de la vie étudiante	Arrêté du 14 février 1989 relatif à l'observatoire de la vie étudiante	26	323,16	876,66	327,46	3	3	3	
Comité éthique et scientifique de la plateforme Parcoursup	Article L612-3 du code de l'éducation Arrêté du 9 mars 2018 relatif aux missions, à la composition et aux modalités de fonctionnement du comité éthique et scientifique de la plateforme Parcoursup	6	-	-	-	-	-	-	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
16. Outre-mer									
Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage	Loi n° 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage Décret n° 2009-506 du 6 mai 2009 relatif au comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage	17	42	35,35	36,96	5	6	6	
Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer	Loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer Décret n° 2010-1048 du 1er septembre 2010 relatif à la commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer	39	0	0	0	2	3	3	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
17. Sports									
Comité des médaillés de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif	Décret n° 69-942 du 14 octobre 1969 relatif au mérite sportif et à la médaille d'honneur de la jeunesse et des sports Arrêté du 5 janvier 1982 fixant la composition du comité	26	0	0	0	2	2	2	
Commission de reconnaissance des qualifications	Articles R. 212-84, D. 212-84-1 et A. 212-175-10 du code du sport	9	1	1	1	12	12	12	
Commission nationale de sécurité des enceintes sportives	Articles R. 312-22 et suivants du code du sport	13	0	0	0	6	4	7	
Commission professionnelle consultative des métiers du sport et de l'animation	Articles D. 142-33 à D. 142-38 et A. 142-20 à A. 142-32 du code du sport	41	4	4	4	4	4	4	
Conseil national du sport	Articles R. 142-1 à R. 142-15 du code du sport	60	3,07	1,31	0	10	6	0	
Conseil supérieur des sports de montagne	Articles D. 142-26 et suivants du code du sport	43	0,80	0,80	0,80	8	6	5	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2015	2016	2017	2015	2016	2017	
18. Banque de France									
Observatoire de la sécurité des moyens de paiement	Articles L. 141-4, R. 141-1 et R. 141-2 ; R. 142-22 à R. 142-27 du code monétaire et financier	42	1,50	1,60	0,50	3	3	2	

Liste des commissions et instances consultatives ou délibératives supprimées depuis le 18 septembre 2017

Ministère	Intitulé de l'instance	Textes institutifs	Texte ou mode de suppression
Premier ministre	Conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative	Décret n° 2015-464 du 23 avril 2015 portant renouvellement du conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative	Décret n° 2018-785 du 12 septembre 2018 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
Intérieur	Conseil national de sécurité civile	Décret n° 2005-99 du 8 février 2005 portant création du Conseil national de sécurité civile	Décret n° 2017-1721 du 20 décembre 2017 portant suppression du Conseil national de sécurité civile
	Commission de labellisation (label Français langue d'intégration)	Décret n° 2011-1266 du 11 octobre 2011 relatif à la création d'un label qualité intitulé « Français langue d'intégration »	Décret n° 2018-593 du 9 juillet 2018 abrogeant le décret n° 2011-1266 du 11 octobre 2011 relatif à un label en matière d'apprentissage de la langue française
	Commission interministérielle des demandes de classement des matériels de guerre, armes et munitions	Décret n° 2017-909 du 9 mai 2017 relatif au contrôle de la circulation des armes et des matériels de guerre	Décret n° 2018-542 du 29 juin 2018 relatif au régime de la fabrication, du commerce, de l'acquisition et de la détention des armes
	Comité de pilotage de la formation de la gendarmerie nationale	Arrêté du 20 août 2009 portant création du comité de pilotage de la formation de la gendarmerie nationale	Arrêté du 4 septembre 2018 portant abrogation de l'arrêté du 20 août 2009 portant création du comité de pilotage de la formation de la gendarmerie nationale
	Commission spécialisée nationale chargée de la mise en œuvre de la reconnaissance, de la validation et des équivalences des formations et expériences des sapeurs-pompiers volontaires	Loi n° 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique	Décret n° 2018-785 du 12 septembre 2018 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission nationale consultative de la sécurité des transports de fonds	Décret n° 2000-376 du 28 avril 2000 relatif à la protection des transports de fonds Arrêté du 22 novembre 2012 relatif à la composition de la commission consultative de la sécurité des transports de fonds	Terme échu

Ministère	Intitulé de l'instance	Textes institutifs	Texte ou mode de suppression
Transition écologique et solidaire	Commission centrale des appareils à pression	Décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression	Décret n° 2016-1925 du 28 décembre 2016 relatif au suivi en service des appareils à pression
	Commission des phares	Décret n° 82-419 du 18 mai 1982 fixant les attributions de la commission des phares	Décret n° 2017-1653 du 30 novembre 2017 relatif à la signalisation maritime
	Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux	Loi n° 2011-835 du 13 juillet 2011 visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique Décret n° 2012-385 du 21 mars 2012 relatif à la commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux	Loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement Décret n° 2018-785 du 12 septembre 2018 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques	Décret n° 67-315 du 31 mars 1967 portant création d'un conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques	Décret n° 2018-785 du 12 septembre 2018 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
Europe et affaires étrangères	Conseil national du tourisme	Articles D. 122-5 et suivants du code du tourisme	Décret n° 2018-785 du 12 septembre 2018 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
Armées	Comité des achats auprès du ministère de la défense	Arrêté du 7 avril 2010 portant création du comité des achats du ministère de la défense	Arrêté du 9 février 2018 portant abrogation de l'arrêté du 7 avril 2010 portant création du comité des achats du ministère de la défense
	Commission de suivi de sécurité maritime	Arrêté du 8 juin 2011 relatif au contrôle du suivi de la sécurité maritime des bâtiments de guerre de surface de la marine nationale	Arrêté du 27 juillet 2018 modifiant et abrogeant divers arrêtés
	Comité directeur de l'observatoire de la santé des vétérans	Décret n° 2004-524 du 10 juin 2004 portant attributions et organisation de l'observatoire de la santé des vétérans	Décret n° 2018-785 du 12 septembre 2018 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Comité ministériel d'investissement	Article R* 1142-4 du code de la défense Arrêté du 17 février 2010 modifié fixant les attributions, la composition et le fonctionnement du comité ministériel d'investissement	Décret n° 2018-785 du 12 septembre 2018 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif

Ministère	Intitulé de l'instance	Textes institutifs	Texte ou mode de suppression
Solidarités et santé	Commission nationale d'agrément des établissements de formation en chiropraxie	Décret n° 2014-367 du 24 mars 2014 relatif à la formation des chiropracteurs et à l'agrément des établissements de formation en chiropraxie	Décret n° 2018-90 du 13 février 2018 relatif à l'agrément des établissements de formation en chiropraxie
	Commission nationale des formations aux soins d'urgence en situation sanitaire normale et exceptionnelle et aux centres d'enseignement des soins d'urgence (CESU)	Décret n° 2012-565 du 24 avril 2012 relatif à la Commission nationale des formations aux soins d'urgence en situation sanitaire normale et exceptionnelle et aux centres d'enseignement des soins d'urgence - Arrêté du 24 avril 2012 relatif à la Commission nationale des formations aux soins d'urgence en situation sanitaire normale et exceptionnelle et aux centres d'enseignement des soins d'urgence (CESU)	Décret n° 2018-636 du 18 juillet 2018 portant suppression de la commission nationale des formations aux soins d'urgence en situation sanitaire normale et exceptionnelle et adaptant les conditions requises pour assurer la responsabilité d'un centre d'enseignement des soins d'urgence
	Observatoire national sur la formation, de la recherche et de l'innovation sur le handicap	Article 6 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées Décret n° 2006-1331 du 31 octobre 2006	Décret n° 2018-785 du 12 septembre 2018 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Comité national du pacte territoire-santé	Article 67 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé Décret n° 2016-314 du 16 mars 2016 relatif au Comité national du pacte territoire-santé	Décret n° 2018-785 du 12 septembre 2018 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Comité national de pilotage du centre national de relais chargé de la réception et de l'orientation des appels d'urgence des personnes déficientes auditives	Article D. 98-8-4 du code des postes et des communications électroniques Arrêté du 1er février 2010 relatif à la composition du Comité national de pilotage du centre national de relais chargé de la réception et de l'orientation des appels d'urgence des personnes déficientes auditives	Décret n° 2018-785 du 12 septembre 2018 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif

Ministère	Intitulé de l'instance	Textes institutifs	Texte ou mode de suppression
Économie et finances	Groupe interministériel de la consommation	Article D. 522-1 et suivants du code de la consommation	Décret n° 2018-785 du 12 septembre 2018 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Groupe interministériel des normes	Décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation	Décret n° 2018-785 du 12 septembre 2018 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission nationale des professions libérales	Décret n° 2011-200 du 21 février 2011 portant création de la Commission nationale des professions libérales	Décret n° 2018-785 du 12 septembre 2018 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission des annales des mines	Décret n° 2009-64 du 16 janvier 2009 relatif au Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies Arrêté du 16 janvier 2009 fixant le nombre et les attributions des sections du Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies	Décret n° 2018-745 du 23 août 2018 modifiant le décret n° 2009-64 du 16 janvier 2009 relatif au Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies Arrêté du 23 août 2018 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2011 fixant le nombre et les attributions des sections du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies Arrêté du 23 août 2018 modifiant l'arrêté du 16 janvier 2009 relatif à l'organisation du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies
Culture	Commission d'arbitrage relative à la perception de la taxe fiscale	Décret n° 2004-117 du 4 février 2004 pris en application des articles 76 et 77 de la loi de finances rectificative pour 2003	Décret n° 2017-721 du 2 mai 2017 relatif aux catégories de spectacles et critères d'affectation des taxes perçues en application des articles 76 et 77 de la loi de finances rectificative pour 2003
	Commission scientifique nationale des musées de France	Décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France	Décret n° 2018-785 du 12 septembre 2018 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
Travail	Conseil national de l'insertion par l'activité économique	Loi n° 91-1 du 3 janvier 1991 tendant au développement de l'emploi par la formation dans les entreprises, l'aide à l'insertion sociale et professionnelle et l'aménagement du temps de travail, pour l'application du troisième plan pour l'emploi Décret n° 91-422 du 7 mai 1991 relatif au Conseil national de l'insertion par l'activité économique	Loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel (article 85)
Outre-Mer	Conseil du service militaire adapté	Décret n° 2011-834 du 12 juillet 2011 portant création du Conseil du service militaire adapté	Décret n° 2018-785 du 12 septembre 2018 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif